

Tunisie, Egypte : quand les peuples se révoltent...¹

Un immense mouvement de révolte a embrasé le monde arabe. En Egypte comme en Tunisie, les islamistes font face à l'exaspération populaire. En Syrie, une terrible guerre civile a déjà fait des dizaines de milliers de morts et ce sont les populations civiles qui, pour l'essentiel, paient le prix du sang qui continue à couler. Ailleurs, des émirs assis sur leur pétrole et bénéficiant de la « compréhension » complice des puissances occidentales, misent sur leurs troupes et leurs services de police richement armés pour maintenir l'ordre établi.

Au Caire comme à Tunis, les peuples paient chèrement le prix d'une crise politique et économique où pauvreté, chômage, insécurité, absence de perspectives pour une jeunesse désœuvrée entretiennent la désespérance du plus grand nombre.

Même si le feu couvait depuis belle lurette, il est généralement considéré que ce que l'on a qualifié de « printemps arabe » a débuté en décembre 2010. C'est le 17 décembre de ce mois-là qu'un modeste marchand de légumes tunisiens s'immolait par le feu dans la ville de Sidi Bouzid. Ce drame allait entraîner dans tout le pays des manifestations insurrectionnelles qui, malgré la répression – on a parlé de plus de 230 morts -, en dépit aussi des menaces et des promesses du système, allaient entraîner la démission et la fuite du président-dictateur Zide el-Abidin Ben Ali le 14 janvier 2011.

Très vite, le 19 janvier, le secrétaire général de la Ligue arabe, l'Egyptien Amr Moussa notait que « les citoyens arabes sont dans un état de colère et de frustration sans précédent. » Et, effectivement, dans les semaines qui suivaient, des soulèvements et des actions de protestation touchaient de nombreux pays arabes, prenant des formes variées et débouchant sur des situations diverses. On peut citer en vrac, bien entendu, la Tunisie et l'Egypte, le Yémen ou la Lybie, l'Algérie, la Lybie, le Maroc, l'Irak ou la Jordanie, et évoquer des manifestations dans d'autres pays de la région comme en Mauritanie ou dans le sultanat d'Oman. Partout, les protestataires exigent le départ des despotes, l'instauration d'une démocratie, un juste partage des richesses, de meilleures conditions de vie et des emplois. Il est à noter que les nouvelles technologies, comme les téléphones mobiles, les réseaux sociaux d'Internet, la télévision, en diffusant images et informations dans l'ensemble de la région, ont joué un rôle certain en mettant en évidence ce qu'ont en commun les mouvements de protestation et en les amplifiant. La contestation ayant envahi la rue, elle a débouché sur des exigences clairement politiques et amené une insatisfaction latente à céder le pas à la volonté de changer radicalement les choses.

Et après la victoire ?

Nous nous en tiendrons ici aux évolutions en cours en Tunisie et en Egypte. Beaucoup ont considéré que les islamistes allaient inmanquablement tirer les marrons du feu « allumé » au Proche-Orient. Or, au Caire comme à Tunis, on assiste à un face-à-face de plus en plus tendu entre des responsables islamistes et les initiateurs du, ou plutôt, des « printemps arabes ». Ceux-ci estiment désormais avoir bien des raisons de soupçonner les Frères musulmans égyptiens ou le mouvement Ennahda (Mouvement de la renaissance) en Tunisie, de vouloir instaurer leur ordre moral et religieux basé sur la Charia, la loi de Dieu. « Nous ne voulons pas une théocratie. Nous voulons un État démocratique qui se caractérise par l'idée de la liberté. Le peuple doit décider par lui-même comment il vit [...] Nous ne sommes pas un parti islamiste, nous sommes un parti islamique, qui obtient aussi sa direction par les principes du Coran », nuancait toutefois le porte-parole d'Ennahda en mai 2011. Et des dirigeants d'Ennahda se décrivaient comme « très sensibles aux craintes parmi les Tunisiens et en Occident par rapport aux mouvements islamistes ».

Le fait est qu'Ennahda ne sait plus trop comment gérer sa victoire obtenue lors des premières élections pour la mise en place de l'assemblée constituante organisées après la révolution de 2010-2011 ; ni, aux prises avec de sérieuses contradictions internes, comment se définir dans le jeu politique. Tout en disant rejeter l'islamisme radical comme forme de gouvernement, il remet pourtant en question les principes laïcs et nationalistes qui guident les formations de l'opposition et prône une présence forte de l'islam dans l'espace public. Son président

¹ Par **Jean-Pierre Michiels**, coordinateur à l'ACJJ – février 2013.

Rached Ghannouchi a ainsi résumé les incertitudes qui le traversent au cours d'un débat avec un opposant laïc : « Pourquoi nous sommes-nous rapprochés d'un modèle qui est loin de notre pensée, comme les talibans ou le modèle saoudien, alors qu'il existe d'autres modèles islamiques à succès qui sont proches de nous, comme les modèles turc, malaisien et indonésien ; des modèles qui combinent islam et modernité ? »

Ghannouchi a déclaré que la charia n'avait « pas de place en Tunisie ». Pourtant, il a reçu le soutien du Qatari Youssef al-Qaradâwî, adepte convaincu d'une application stricte de la charia, président de l'Union Internationale des Savants Musulmans (oulémas) et membre de la confrérie des frères musulmans. Et selon le Pôle démocratique moderniste, une coalition politique mise en place pour les élections de l'assemblée constituante, si Ennahda s'est présenté comme « modéré » en public, dans les mosquées, il en va autrement dans la réalité et certains de ses dirigeants appellent au « djihad ». Selon la chaîne d'information saoudienne Al-Arabiya, Ennahda serait ainsi fondamentalement un parti islamiste conservateur avec une direction modérée. Et opportuniste ?

Imbroglie tunisienne

La question se pose. Le parti islamiste Ennahda (allié au Congrès pour la République (CPR-laïc) de Moncef Marzouki et à Ettakatol de centre-gauche), en proie à de sérieux débats internes, est-il au bord de l'implosion ? Juste après avoir annoncé son souhait de constituer un nouveau gouvernement d'union nationale en réaction à l'assassinat de l'opposant de gauche Chokri Belaïd (principal dirigeant du Mouvement des patriotes démocrates (MPD), membre d'une vaste coalition d'opposition, exécuté par balles le 6 février en pleine rue), le premier ministre Hamadi Jebali, pourtant secrétaire général d'Ennahda, était désavoué par sa propre famille politique. « Nous avons refusé cette proposition prise sans consultation de la coalition - gouvernementale - ni du bureau exécutif d'Ennahda », a tonné Sahbi Atig, chef du groupe parlementaire du parti islamiste, accusé par l'opposition d'être au moins « politiquement responsable » du meurtre de M. Belaïd, qui dominait le gouvernement et contrôle l'Assemblée constituante. M. Jebali n'en a pas moins confirmé, le 8 février, sa décision de former un gouvernement provisoire de « technocrates », quelle que soit « la position des partis politiques ». « Avec l'exercice du pouvoir, les contradictions entre des responsables de gouvernement, comme Hamadi Jebali, et les conservateurs resurgissent », en a déduit Abderrahmane Hedhili, secrétaire général adjoint de la Ligue tunisienne des droits de l'homme.

Alors qu'Ennahda et l'opposition - celle-ci monte dans les sondages en parlant des vrais problèmes des gens, le chômage, la dette, la vie chère-, mobilisaient leurs troupes, Hama Hammami, le dirigeant du Front populaire, la coalition de la gauche alternative, dont faisait partie Chokri Belaïd, disait sa crainte du flou actuel : « La Tunisie a besoin d'un nouveau gouvernement et d'un nouveau premier ministre pour organiser des élections et travailler à la nouvelle Constitution. La position actuelle d'Ennahda aggrave la situation. Ce gouvernement a failli sur le plan économique et sécuritaire. » Devant les risques de chaos, M. Jebali avait menacé de démissionner si un cabinet « sans appartenance politique » ne se mettait pas rapidement en place. Soutenu par l'opposition laïque... et Ettakatol.. Pour ajouter à la confusion, dans les heures qui suivaient, le CPR, ex-parti du président Moncef Marzouki, annonçait maintenir provisoirement son alliance avec les islamistes et rejetait le gouvernement des technocrates qui « permettrait le retour de figures de l'ancien régime ». « Si dans une semaine nous ne voyons aucun changement, nous quitterons le gouvernement définitivement », déclarait le chef du Congrès pour la République, Mohamed Abbou.

Rached Ghannouchi, a alors proposé un compromis à Hamadi Jebali pour sortir de la crise politique, se disant favorable à un gouvernement alliant technocrates et représentants de partis politiques. « Le gouvernement qui peut sauver la situation dans le pays est un gouvernement de sauvetage national et de coalition nationale. Notre initiative va sûrement aller vers celle de Jebali. » « On est ouvert à tous afin d'arriver à composer un gouvernement de compétences nationales qui rejoint ce que demande Jebali, avec une représentation élargie », a encore déclaré M. Ghannouchi, insistant pour que le cabinet « représente aussi les forces politiques ».

Mais les « durs » du parti islamiste ne désarment pas et ont appelé à de nouvelles manifestations pour obtenir la formation d'un gouvernement politique que dirigerait Ennahda. A contrario, dans le reste de la classe politique tunisienne, le scénario avancé par Rached Ghannouchi ne faisait pas consensus. Ettakatol estimait que cette solution n'était plus d'actualité depuis l'assassinat de Chokri Belaïd et l'aspiration des Tunisiens à plus de « neutralité » et appuyait à nouveau la formule préconisée par le Premier ministre, celle d'une équipe de techniciens.

Au bout du compte, c'est toute la coalition au pouvoir qui perd les pédales. Des milliers de Tunisiens, choqués par l'assassinat de Chokri Belaïd, sont descendus dans la rue pour exiger la poursuite d'une transition politique démocratique et pacifique en criant « Dégage ! Le peuple veut la chute du régime. » Le 8 février, une grève générale avait touché le pays à l'appel de la centrale syndicale UGTT. Et l'on s'interrogeait toujours sur le rôle que l'armée allait jouer. Comme sur celui des fondamentalistes salafistes qui vont, viennent et menacent en toute quiétude.

L'ordre capitaliste

Sur un autre plan, en Tunisie comme en Egypte, les acteurs des « printemps arabes » reprochent à Ennahda comme aux Frères musulmans leur adhésion à l'ordre capitaliste (les uns comme les autres ont fait appel au fonds monétaire international et en acceptent les amères recettes). Et expriment les espoirs déçus de la révolution face aux difficultés économiques des deux pays. Ce dont la presse occidentale ne parle guère, pas plus que des vastes mouvements sociaux qui ont précédé les révolutions. « Monsieur Khairat Al-Shater est le numéro deux des Frères musulmans, et le représentant de son aile la plus conservatrice. Quant au riche Hassan Malek, après avoir débuté dans les affaires en partenariat avec M. Al-Shater, il dirige aujourd'hui avec son fils un réseau d'entreprises dans le textile, l'ameublement et le commerce employant plus de quatre cents personnes. Ces deux hommes incarnent bien le credo économique des Frères musulmans en faveur de la libre entreprise, qui se conforme davantage à la doctrine néolibérale que la forme de capitalisme développée sous la présidence de M. Hosni Moubarak (...) « Le fonds de la vision économique de la confrérie, s'il fallait la définir d'une façon classique, est un capitalisme extrême », dit Sameh Elbarqy, ancien membre de la confrérie² ».

Ainsi, de jeunes Egyptiens ont nommé leur organisation « Mouvement du 6 avril » se référant aux grèves de 2008, parties de l'industrie textile pour s'étendre à tous les secteurs d'activités. En Tunisie, en cette même année 2008, le pouvoir a été ébranlé par la fronde des bassins miniers de Gafsa et Redeyef. Au lendemain de la chute des despotes Ben Ali et Moubarak, les islamistes, bien organisés et dont la force reposait sur leur réseau d'associations caritatives et des ressources financières considérables, ont su profiter dans les urnes de l'impréparation et des forces laïques et démocratiques. Ils ont alors cru pouvoir asseoir leur prédominance en trustant tous les lieux de pouvoir. Ce qui a relancé le mouvement populaire et social dans les deux pays avec ce mot d'ordre : « Justice sociale, liberté et démocratie ».

Qu'est ce qui a changé ?

En Egypte, il y a un peu plus de deux ans (janvier 2011) que la révolution a mis à mal l'ancien pouvoir. Grèves, manifestations, affrontements avec les forces de l'ordre ont entraîné la démission et l'arrestation du président Hosni Moubarak. Comme en Tunisie, ce sont les conditions économiques et sociales des classes populaires, la corruption, l'omniprésence répressive des forces de police qui ont justifié les manifestations massives appelant d'abord au départ de Moubarak et à une répartition plus juste des richesses. Le 11 février 2011, les commandes du pays étaient « transférées » à l'armée et le président quittait Le Caire avant d'être condamné le 2 juin 2012 à la prison à perpétuité. Durant des mois, la contestation s'est amplifiée, se traduisant par des revendications sociales concrètes concernant les conditions de travail, le pouvoir d'achat, la protection sociale.

« Les choses ont-elles fondamentalement changé pour autant ? Tel n'est pas l'avis d'une grande partie de la population qui dénonce la mainmise des Frères musulmans sur l'administration. Le gouvernement a compris que restaurer l'autorité des forces de sécurité permettrait de s'assurer leur fidélité (...) Premier président librement élu dans l'histoire du pays, M. Morsi vient des Frères musulmans, le grand parti islamiste. Adoptée par référendum, une nouvelle Constitution le dote de vastes pouvoirs. Mais il n'a pas su tendre la main à ses opposants laïques. Méfiant, quasi paranoïaque, comme peut l'être un homme venu d'une formation hier martyrisée et sortant d'une semi-clandestinité, M. Morsi – dont le programme économique est inexistant – devait ouvrir grand son gouver-

² Extrait du livre « Le peuple veut » de Gilbert Achcar, février 2013. Cité par *le Monde diplomatique* de ce mois.

nement. Il devait rassurer, être un homme d'inclusion, pas d'exclusion. Il n'a pas pu ni su le faire. Il se comporte en Frère musulman, pas en homme d'Etat », analysait *Le Monde* voici peu³.

Colère populaire

Résultat, le président est en butte à une opposition multiforme où se côtoient les déçus de la déviation révolutionnaire et des formations laïques inquiètes de l'omniprésence des Frères. Ces dernières semaines, des dizaines de personnes sont tombées sous les balles des forces de sécurité. D'autres, condamnées à mort. Les marches à l'appel du Front du salut national (FSN), la principale coalition de l'opposition, et exigeant le départ de Morsi, ont fait place à des violences urbaines, justifiées comme une réponse à celle qu'exercent le président et sa confrérie, par le biais de la police et des milices.

Des dirigeants de l'opposition ont alors appelé au dialogue avec le pouvoir. De son côté, le président avait appelé le 3 février à des négociations avec le FSN, une initiative qualifiée de « vide de sens » avant que le coordinateur du Front ne revoie sa position en proposant une réunion avec M. Morsi, son parti, (le Parti de la liberté et de la justice-PLJ, islamiste), les ministres de la Défense et de l'Intérieur et le courant salafiste. Sans succès, alors que l'armée est présentée par d'aucuns comme « la seule force neutre à même de prendre en charge le pays ».

L'adoption dans la douleur d'une nouvelle Constitution en Egypte, au terme d'une campagne électorale qui a profondément divisé le pays, a peu de chances de favoriser le redressement économique⁴. L'Egypte, le pays le plus peuplé du monde arabe avec ses 83 millions d'habitants et l'un des plus pauvres, est en proie à de graves difficultés : tension sociale, déficit budgétaire, faiblesse des réserves en devises, départ des investisseurs étrangers et des touristes frileux. « M. Morsi et les Frères musulmans qui le soutiennent ont fait de l'adoption du projet de Constitution la pierre angulaire d'un retour à la 'stabilité', indispensable au redémarrage économique. Mais l'opposant Mohammed ElBaradei, prix Nobel de la Paix et ancien chef de l'agence nucléaire de l'ONU, a estimé que (cela) ne pouvait qu'aggraver les tensions économiques et sociales qui existent déjà. 'Le pays est au bord de la faillite, a-t-il prévenu⁵ ».

La colère a enflammé le pays et vise plus que jamais le président Morsi et le mouvement frériste, le Parti de la Justice et de la liberté qui ont instrumentalisé politiquement l'islam en le présentant comme « la » solution à tout, une « troisième voie entre le capitalisme et le socialisme ». Mais on ne gère pas un immense pays à coup de slogans politico-religieux essentiellement inspirés par le néolibéralisme, ses sévères mesures d'austérité et ses atteintes aux libertés politiques et syndicales. « La présidence soutient la poursuite de manifestations pacifiques et la liberté d'expression mais toute tentative visant à s'écarter de protestations pacifiques sera traitée avec fermeté », a prévenu le porte-parole de la présidence en réponse à ceux qui voient dans la poursuite des violences policières la « continuité » d'une répression qui, en janvier 2011, les avait poussés à braver le pouvoir de Moubarak.

³ « En Egypte, la persistance d'un "Etat policier" ». *Le Monde* du 8 février 2013.

⁴ « L'Egypte divisée s'enfoncé dans le marasme économique ». *L'Humanité* du 24 décembre 2012.

⁵ Ibidem